

## "Les premières armes de la Bundeswehr" dans Le Monde (30 septembre 1984)

**Légende:** Évoquant le trentième anniversaire des Accords de Londres du 3 octobre 1954, le quotidien français Le Monde du 30 septembre 1984 retrace les événements qui ont conduit au processus de réarmement de l'Allemagne de l'Ouest.

**Source:** Le Monde. dir. de publ. Laurens, André. 30.09.1984, n° 12 342. Paris: Le Monde. "Les premières armes de la Bundeswehr", auteur:Clément, Alain , p. 2.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/les\\_premieres\\_armes\\_de\\_la\\_bundeswehr\\_dans\\_le\\_monde\\_30\\_septembre\\_1984-fr-364365e4-42c2-4d34-b289-4bba49763051.html](http://www.cvce.eu/obj/les_premieres_armes_de_la_bundeswehr_dans_le_monde_30_septembre_1984-fr-364365e4-42c2-4d34-b289-4bba49763051.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

## Les premières armes de la Bundeswehr

Quand, il y a trente ans, s'engagea sur le plan international, avec les accords de Londres du 3 octobre 1954, le processus de réarmement de l'Allemagne, parmi les institutions au service du III<sup>e</sup> Reich, la Wehrmacht avait subi, en 1945, un traitement radical. Les vainqueurs en avaient fait table rase. Nombre de ses membres, qui avaient tout perdu dans la défaite, en étaient réduits à garder sur le dos leur vieil uniforme délavé, dépouillé de tout insigne (et bien entendu de toute décoration) et certains occupants s'offusquèrent de ces frusques d'infortune et décrétèrent des mesures vexatoires – et inapplicables – pour effacer ces vestiges d'un passé qu'on voulait voir rayé à jamais de l'histoire allemande.

La population civile, toujours sous le choc d'un anéantissement sans précédent et de l'opprobre mondial qui l'accompagnait, ne songeait guère qu'à sa pitance quotidienne. Elle aussi ne voulait plus entendre parler du métier des armes : le jugement de Dieu avait été implacable. A l'opposé de ce qui s'était produit en 1918, elle s'y soumit sans murmurer, presque étonnée d'avoir survécu, même dans des conditions misérables, à l'effondrement général.

Le relèvement progressif du pays ne changea pas cette attitude. Les Alliés avaient poussé à l'extrême leur œuvre de « rééducation ». Le gouvernement fédéral était à peine en place qu'il se voyait enjoindre de signer, le 22 novembre 1949, avec le haut commissaire des trois puissances occidentales les accords dits de Petersbourg, qui, tout en assouplissant le statut d'occupation, engageaient le chancelier Adenauer « à maintenir la démilitarisation du territoire fédéral et à employer tous les moyens à sa disposition pour empêcher la reconstitution des forces de combat quelle qu'en soit la nature ». Les Alliés pensèrent-ils qu'ils étaient allés trop loin ? Ce sont eux, semble-t-il, qui, quelque temps après, suggérèrent au chancelier de s'adjoindre une sorte d'officier de liaison à toutes fins utiles.

### Un mémorandum secret

Adenauer ne se fit pas prier. En mai 1950, il installa discrètement à la chancellerie un « bureau pour les affaires de sécurité » et le confia à un ancien général qui s'était distingué sur les champs de bataille mais qui avait, en outre, appartenu au cercle des officiers qui avaient conspiré contre Hitler, le comte Gerhard von Schwerin.

Là-dessus éclata la guerre de Corée. Schwerin crut-il son heure venue ? Il commença à recruter quelques anciens camarades. Peut-être même avait-il pris des contacts avec l'industrie. La presse, en tout cas, découvrit son existence. Le secret était éventé, Adenauer avait agi en autocrate, méprisant l'opinion publique toujours dressée contre ce qui pouvait rappeler la Wehrmacht. Le chancelier n'entra pas dans cette querelle. Il congédia purement et simplement le comte Schwerin, dont la présence à ses côtés jetait une ombre sur ses intentions.

C'était un délestage, non un désaveu. Dans les derniers jours d'août 1950, Adenauer communiqua aux trois hauts commissaires un mémorandum secret – même le cabinet n'avait pas été mis au courant – proposant une contribution allemande à la défense occidentale, contribution acceptée avec des réactions diverses par le conseil de l'OTAN moins d'un mois plus tard.

Comme il n'avait jamais été soldat et que, au fond, les affaires militaires ne l'intéressaient pas, il convoqua, secrètement une fois de plus, une commission d'experts qui se réunirent au fin fond du massif de l'Eifel, à Himmerod, pour définir les conditions optimales de la « contribution » offerte aux Occidentaux. Un rapport lui fut remis, mais, avant même de l'avoir lu, Adenauer savait ce qui l'attendait au terme de sa démarche auprès des hauts commissaires : par le biais du réarmement allemand, récupérer la « souveraineté » pleine et entière de la République fédérale, toujours sous le joug, de moins en moins pesant, du statut d'occupation, et faire entrer celle-ci sur un pied d'égalité dans l'alliance atlantique, ce qui mettrait fin, une fois pour toutes, à la tentation du jeu de bascule de « l'Allemagne éternelle » entre l'Ouest et l'Est. Ces objectifs n'étaient pas accessibles du jour au lendemain, et le second n'était même pas encore avouable, mais ils formaient un programme cohérent d'avenir.

## La démission de Heinemann

C'était désormais officiel et public : la République fédérale allait réarmer. Au sein du gouvernement, le ministre de l'intérieur, Gustav Heinemann, qui était en même temps président du Synode protestant, démissionnait avec éclat et, dans une dernière lettre au chancelier, datée du 9 octobre 1950, dénonçait cette « *infraction à la volonté divine* », expression « *d'une peur incroyable et de l'apathie fataliste qui s'est emparée d'une partie de notre peuple* ». Cette sécession n'entraîna pas cependant celle de l'Eglise protestante tout entière.

Des instances supérieures, encore quadripartites à l'époque, siégeant à Spandau en novembre 1950, déclarèrent que la communion des croyants n'impliquait pas nécessairement l'unité de vues politique. Mais si le geste de Heinemann, lequel n'avait rien d'un tribun ou d'un chef de faction, ne reçut pas l'aval des autorités protestantes, il eut un retentissement considérable parmi ceux de ses compatriotes qui rejetaient avec horreur le recours aux armes de l'Allemagne de l'Ouest, que ce soit, comme c'était le cas avec Heinemann, pour des raisons morales, par un reste de patriotisme (une « contribution » militaire allemande ne pouvait qu'aggraver la coupure de l'Allemagne), soit par pacifisme ou simplement par aversion pour le règne solitaire d'Adenauer.

Le pasteur Martin Niemoeller, autrement prestigieux qu'Heinemann et bien meilleur orateur, avec derrière lui d'autres pasteurs de cette « Eglise confessante » qui avait mené la lutte contre le paganisme nazi, s'adressèrent à des auditoires qui se sentaient brusqués et bravés par la politique du chancelier. Il y eut un véritable mouvement de rejet, qui faillit ébranler les assises de la jeune démocratie allemande bien qu'à aucun moment, comme on doit le reconnaître avec le recul du temps, il ne se soit traduit par une désaffection électorale massive à l'égard du parti du chancelier, la CDU.

La social-démocratie, jusqu'au-delà de la mort de son chef, Kurt Schumacher, le 20 août 1952, se raidit sur des positions d'antagonisme agressif. Elle rejeta aussi bien les traités signés en mai 1951 que le traité sur la CED assorti du « plan Pleven » qui aurait interdit la formation d'une armée allemande classique. Jusqu'au tournant de 1959-1960, elle inventa toutes sortes d'arguments et de « solutions de rechange » pour faire pièce à la politique d'intégration militaire d'Adenauer.

Mais, en même temps, comme le montre très bien l'excellente *Histoire de la social-démocratie allemande* de Joseph Rovon, elle n'entendait pas se laver les mains de ses responsabilités parlementaires et encore moins laisser l'initiative à la rue. Si l'on devait en passer par un réarmement allemand (curieusement, le SPD préférera jusqu'au bout, malgré le précédent peu engageant de la Reichswehr, l'armée de métier au service obligatoire), il fallait que celui-ci fût exemplaire à tous les points de vue. Sans son concours, d'ailleurs, on n'aurait pas pu introduire dans la Constitution les articles permettant d'organiser la future Bundeswehr.

## Un système démocratique

Quand cette dernière vit-elle vraiment le jour ? Elle a célébré en novembre 1980, non sans que des manifestants jetassent le trouble dans les cérémonies, son vingt-cinquième anniversaire. C'est en effet le 12 novembre 1955 que le premier ministre fédéral de la défense (qui avait auparavant endossé la succession du comte Schwerin), le député CDU et ancien syndicaliste Theodore Blank, remit aux cent un premiers cadres volontaires de la Bundeswehr, dont les généraux Speidel et Heusinger, lesquels avaient depuis plusieurs mois servi en civil de conseillers au chancelier, les brevets de leur grade (*Ernennungsurkunden*).

La conscription ne fut adoptée qu'en juillet 1956. Les anciens officiers de la Wehrmacht – dont le dossier avait été étudié pour approbation par une commission spéciale du Bundestag, procédure qui écarta sans doute de la nouvelle armée les éléments les plus endurcis – qui ne furent pas versés dans les bureaux du ministère se retrouvèrent d'abord dans les trente-six baraques du camp d'Andernach, sur le Rhin, qui avait servi d'hôpital militaire à la Luftwaffe, de camp de prisonniers aux Américains et, à nouveau, d'hôpital militaire aux forces françaises.

Les débuts furent difficiles comme en témoignent les souvenirs pleins d'enseignements du général en retraite

Gerd Schmückle qui viennent de paraître. Il faillit faire demi-tour quand il découvrit sur place le chaos qui y régnait. C'est que la République fédérale était sous pression. Elle avait promis douze divisions à l'OTAN dans les plus brefs délais, mais ne put fournir la douzième qu'en 1965.

Le premier ambassadeur allemand auprès de l'OTAN, Herbert Blankenhorn, se lamentait, dans le journal qu'il tenait alors, sur les retards pris par le contingent allemand et l'attribuait au manque de casernes. On peut se demander plutôt si le rythme accéléré de l'incorporation, tant d'engagés que de recrues, n'a pas quelque peu nui à l'idéal hyperdémocratique du « citoyen en uniforme » professé à l'origine par quelques officiers tentés par l'idée d'une armée ayant rompu avec toutes ses conventions antérieures. Ce serait sans doute l'avis du général Schmückle, qui semble penser que l'esprit de l'actuelle Bundeswehr n'est pas tout à fait ce qu'il devrait être... Quoi qu'il en soit, les lois et directives qui la régissent sont d'un libéralisme qu'on trouverait difficilement ailleurs.

### Les classes creuses

Il va de soi que l'objection de conscience est admise et que la jeunesse en fait largement usage (mais l'actuelle coalition au pouvoir a porté à vingt et un mois la durée du service civil remplaçant celui des armes, qui n'est que de quinze mois), que la troupe choisit ses « hommes de confiance » que soldats et officiers sont électeurs et éligibles, qu'ils ont le droit de se syndiquer (il y a même deux syndicats en concurrence dans leurs rangs, dont l'un est rattaché au DGB, la centrale ouvrière unique), qu'en cas d'injustices ou de brimades ils peuvent adresser leurs doléances à un « médiateur » nommé par le Bundestag et comptable devant lui.

La commission de la défense du même Bundestag peut, de sa propre initiative, sans qu'une majorité du Parlement soit requise, s'ériger en commission d'enquête avec tout ce que cela comporte de pouvoirs d'investigations et de citations à comparaître. Le « patron » de la Bundeswehr est le ministre de la défense en temps de paix, le chancelier en temps de guerre. Dans les deux cas, les divisions allemandes sont intégralement sous le commandement de l'OTAN.

Toutes ces latitudes – ou ces précautions, comme on voudra – n'ont pas empêché la Bundeswehr de connaître des crises, voire des scandales, dont le plus fameux reste l'affaire du *Spiegel*, en 1962, qui coûta le portefeuille de la défense et peut-être davantage à Franz-Joseph Strauss, et la dernière en date, celle du limogeage abrupt du général à quatre étoiles Günter Kiessling, sur la foi d'indices plus que douteux de « *mauvaises fréquentations* ». En chaque occasion, la presse et le Parlement ont joué à plein leur rôle. Et, dans la mesure où des militaires étaient impliqués, la Bundeswehr ne s'est pas dérobée à leur contrôle.

Elle n'est pas pour autant au bout de ses peines. La montée des classes creuses qui va se faire sentir dès 1987 et l'envolée du coût des systèmes d'armement – dont on a vu l'effet sur l'avion Tornado – vont la mettre à rude épreuve.

Pendant ce temps, le mouvement pacifiste tend à l'isoler du reste de la nation quand il ne se met pas carrément en travers de ses manœuvres, comme il l'a fait récemment. Et l'officier de réserve, jadis grande figure de la société allemande, n'est plus qu'un « pékin » comme les autres ou, dans le meilleur des cas, puisque la Bundeswehr donne à chacun une formation technique, un candidat à l'emploi. Les temps ont bien changé et la Bundeswehr, qui est peut-être en mal de tradition, doit se contenter, pour l'instant, d'être entourée, comme l'a dit quelqu'un, d'une « *bienveillante indifférence* ».

Alain Clément